Bernard Delpal et Olivier Faure (dir.), *Religion et enfermement (XVII^e-XX^e siècles)*

240 pp. (sans index), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005,
ISBN 2 7535 0154 8.

Michel Porret

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/169>

DOI : 10.4000/chs.169

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 147-149

ISBN : 978-2-600-01160-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Michel Porret, « Bernard Delpal et Olivier Faure (dir.), *Religion et enfermement (XVII^e-XX^e siècles)* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 11, n°1 | 2007, mis en ligne le 19 janvier 2009, consulté le 24 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.169>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2022.

© Droz

Bernard Delpal et Olivier Faure (dir.), *Religion et enfermement (XVII^e- XX^e siècles)*

240 pp. (sans index), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005,
ISBN 2 7535 0154 8.

Michel Porret

RÉFÉRENCE

Bernard Delpal et Olivier Faure (dir.), *Religion et enfermement (XVII^e-XX^e siècles)*, 240 pp.
(sans index), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, ISBN 2 7535 0154 8.

- 1 Avec *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Michel Foucault balise dès 1975 un vaste champ historiographique dans l'histoire du contrôle social des marginaux et de l'*homo criminalis*. Celui-ci s'enrichit continuellement de travaux individuels ou collectifs qui affinent la thèse de la « société disciplinaire » voulue par la bourgeoisie moderne. Mises de côté par Foucault au profit du discours carcéral, les pratiques sociales de l'enfermement intéressent maintenant les historiens, autant pour la période moderne que pour la période contemporaine (archives pénitentiaires, militaires, hospitalières ou asilaires). Repenser la discipline carcérale qui punit : c'est tout d'abord la distinguer de la discipline pratiquée dans une armée qui dresse les hommes à faire la guerre, de celle mise en œuvre dans l'hôpital qui soigne et nourrit, de celle encore appliquée dans l'asile qui recueille et protège. Malgré sa volonté de contrôler les individus en leur inculquant des règles et des normes de comportement, la discipline n'est pas un concept univoque généralisable à partir des institutions du redressement pénitentiaire. En outre, condensant quotidiennement mille « peines obscures » selon Jacques Guy Petit (*Ces peines obscures. La Prison pénale en France 1780-1875*, Paris, 1990), l'« impossible prison » ne naît pas avec la « révolution bourgeoise » de 1789. Contre le supplice, elle se légalise définitivement avec le Code pénal dans le cadre du contrat social et de l'État de

droit hérités des Lumières. En Europe continentale, pour enfermer l'*homo criminalis*, la prison moderne se construit lentement au carrefour de plusieurs pratiques institutionnelles. Celles-ci visent à enfermer les pauvres, les marginalisés, les mendiants et certains délinquants (faillis, prostituées, vieillards, etc.) qui échappent à la mort, au bannissement et aux galères : maison de correction (*Rasphuis* et *Spinhuis* d'Amsterdam), hôpital général, prison conventuelle que le prêtre mauriste Jean Mabillon (1632-1707) conceptualise en 1690 dans ses fameuses *Réflexions sur les prisons des ordres religieux* (1690), creuset du réformisme pénitentiaire. S'ajoute aux modèles de l'enfermement moderne, le « bagne » des Lumières dont Frédérique Joannic-Seta a bien montré en quoi celui de Brest s'articulait entre le corps des galères et la prison carcérale de la fin du XVIII^e siècle (*Le Bagne de Brest. Naissance d'une institution carcérale au siècle des Lumières*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000).

- 2 Réunissant douze historienne(ne)s sous la houlette érudite de Bernard Delpal et d'Olivier Faure – respectivement historien du catholicisme social et historien de la médecine – cet ouvrage collectif veut mesurer les « inter-relations entre religion et enfermement ». Institution étatique de discipline et de redressement détenant un grand nombre d'individus des deux sexes condamnés à purger une peine de privation de liberté fixée par la loi à l'issue d'un procès, la prison offre dès son origine le terrain institutionnel pour mesurer « comment le religieux construit le social et comment une entreprise sociale influence les pratiques des églises et leurs membres » (10). Dans la longue durée de la modernité politique née à la Renaissance, la culture religieuse structure donc les institutions de l'enfermement. « Enfermer pour dresser », « enfermer pour soigner » et « enfermer pour redresser » : à travers cette triple problématique, l'ouvrage offre un « retour sur les enfermements » (13-27) dans le cadre asilaire, sanitaire, hospitalier, correctionnel, éducatif (maisons de correction, orphelinat du XIX^e siècle) et ecclésiastique. Dans des univers quasiment clos, se pratique une discipline de l'enfermement des garçons et des filles entre la petite enfance et l'âge presque adulte (contrôle corporel, hygiène, horaire quasi conventuel, travail, sociabilité communautaire, moralité, etc.), mais aussi des malades et des aliénés. « Régénérer », « raffermir », « insérer » : la discipline vise au dressage des individus enfermés pour les soigner, mais aussi pour les rendre conformes par le travail à l'éthique chrétienne et les rendre méfiants face à la corruption du monde extérieur selon l'idéologie monastique. Dès le XVII^e siècle, les congrégations religieuses jouent donc un rôle crucial dans les institutions de l'enfermement thérapeutique, où à travers toute la France elles ajoutent les soins médicaux du corps au réconfort spirituel de l'âme en assumant des tâches thérapeutiques, pédagogiques et spirituelles dans les refuges, les pensionnats, les hôpitaux et les asiles d'aliénés. À travers le problème théologique de la direction de « conscience » ou des « passions » de l'âme, les « racines religieuses du système asilaire » marquent en outre, certaines « catégories pathologiques » de la folie, sa nosographie, son traitement selon l'exemple des pratiques aliénistes à l'asile Santa Maria della Pietà (Rome) qu'étudie Vinzia Forno. Le sort disciplinaire et thérapeutique des marginaux, des anormaux, des handicapés, des tuberculeux, des aveugles et des lépreux enfermés est lié à leur confinement sanitaire. Il ressort notamment des rapports institutionnels entretenus dans l'asile entre l'aumônerie et le personnel judiciaire, ainsi que médico-légal. L'aumônier, souvent préféré au médecin par les détenus, incarne la figure qui moralise ceux qu'il réconforte. Selon Philippe Artières, maints médecins des prisons s'inspirent des « techniques de la confession » pour mener à bien leur tâche sanitaire, celle aussi de classification du

comportement des détenus. De manière générale, avec son cortège de discipline institutionnelle qui culmine dans la morale chrétienne, l'enfermement asilaire ou hospitalier soutenu par l'Église constitue la réponse à la « carence des pouvoirs publics et des structures éducatives et sociales traditionnelles » (224).

- 3 Voulant susciter de nouvelles enquêtes sur l'histoire de l'enfermement afin de le détacher du modèle pénitentiaire qui ajoute les privations sensorielles à la contrainte corporelle, l'ouvrage souligne à juste titre l'importance d'historiciser les « acteurs », les « pratiques » et les routines de l'enfermement entre les idéaux religieux et pénitentiaires de la moralisation, de la charité, de la santé physique et mentale, de la rédemption, de la punition. Cette riche enquête collective revient en outre sur le paradoxe que note *in fine* Jean-Marie Fecteau (225-238) sur la culture de l'enfermement des pauvres au Québec (XIX^e siècle). Paradoxalement, l'enfermement (même carcéral dans la genèse de l'État de droit) peut être pensé comme une « pratique de liberté » dont l'analyse exige aujourd'hui d'en souligner la « modernité sociale ». Une modernité qu'il faut mesurer conceptuellement face au modèle foucaldien de la machinerie disciplinaire sans machiniste qui broie les corps pour asservir les esprits. À l'heure où la mondialisation néo-libérale fragilise l'État-providence ayant modernisé socialement l'Europe démocratique en redistribuant les richesses de manière équitable, cet ouvrage permet de comprendre combien l'Église a joué un rôle crucial dans les institutions modernes et contemporaines du contrôle social, dans le contexte du libéralisme naissant puis triomphant. Des institutions austères et sévères certes, mais qui avaient notamment pour mission morale de prodiguer aux plus démunis le réconfort, l'éducation, les soins et la charité. Évidemment, au prix social de leur moralisation paternaliste dans la discipline institutionnelle qui soumet les corps et les âmes.

AUTEURS

MICHEL PORRET

Université de Genève, Département d'Histoire, Rue Saint-Ours 5, CH-1205 Genève,
michel.porret@lettres.unige.ch